

Intervention meeting du 2 avril à Gerzat
Yvette MERCIER

Quelle indécence, quand commentant l'envolée du chômage, Ernest Antoine SELLIERE le patron des patrons européens affirme qu'elle ne serait pas catastrophique s'il ne faut que rajouter 4,5 millions de chômeurs supplémentaires en Europe aux millions de chômeurs déjà existants.

Quelle indécence, quand dans l'Europe libérale et dans la France de Monsieur SARKOZY, il y a ceux, toujours les mêmes, qui tentent de survivre entre chômage et bas salaires, ceux à qui l'on demande de payer la crise ! Et les autres, ceux qui ont empoché 54 milliards d'euros de dividendes en 2008 ce qui représente 87 fois le budget du conseil régional d'Auvergne ou 4 fois le déficit annuel du régime de la sécurité sociale ; ceux qui trinquent voient ainsi l'argent sortir de terre comme les champignons après la rosée, ces milliards font irruption en pleine lumière et pour certains salariés, c'est une découverte : l'argent existe après nous avoir dit que les caisses étaient vides pour la protection sociale, les salaires, les retraites, les services public, le logement,

En 20 ans, 10 % de notre PIB s'est déplacé du travail vers le capital représentant près de 200 milliards d'euros pour 2008. Ce ce sont bien là des moyens permettant de satisfaire les besoins des salariés, et des populations.

Le voilà l'incroyable hold-up du capitalisme dont les parachutes dorés, les stocks options et les bonus ne sont finalement que les ultimes fautes de goût.

Contrairement à ce que déclare M. SARKOZY il n'y a pas d'un côté la finance sale, dérégulée aux mauvaises manières et de l'autre le vrai capitalisme propre sur lui, qui travaille et se lève tôt le matin **il n'y a que le capitalisme qui par essence est amoral.**

Et ce ne sont point les tirades contre les retraites chapeaux, les parachutes dorés ou le code éthique du MEDEF qui résoudront la crise,

Ce n'est pas en renflouant la machine à faire du profit, ce n'est pas protégeant de manière indécente les actionnaires et les dividendes, ce n'est en écrasant les salaires, la consommation l'investissement public, le crédit au PME et ce n'est point en nous faisant payer l'addition de la crise que nous nous en sortirons.

Les parlementaires communistes n'ont cessé de dénoncer ces politiques du tout marché

Par la loi il faut s'attaquer aux privilèges et à la finance en réorientant l'argent vers l'économie réelle :

- augmenter les salaires et les pensions, investir dans le logement, l'éducation, la santé, la recherche, la modernisation des services publics en les écartant de la loi du profit maximum en refusant toute nouvelle privatisation à commencer par celle de la Poste
- lancer un grand plan d'équipements structurant en matière de transports, de santé, de sport et nouvelles technologies avec des garanties d'accès au crédit pour les collectivités locales.
- Créer un grand pôle public du crédit qui aurait pour mission d'impulser une politique de crédit favorisant l'investissement utile et taxant lourdement les crédits à usage spéculatifs. En mettant en place un crédit sélectif au lieu des aides publiques accordées aux entreprises en effet, comment accepter que les banques verrouillent l'accès au crédit pour les PME quand on sait par exemple qu'en Auvergne les encours de crédits ne représentent que 21 milliards d'euros contre 26 milliards en dépôt. L'argent et la monnaie sont des biens communs nécessaires à tous, ils doivent être maîtrisés par tous les citoyens.
- Contrôler les mouvements de capitaux et sortir la banque centrale européenne de la dictature des marchés financiers. Parce que c'est au pied des machines que se créent les richesses, Ne pas laisser ce système capitaliste organiser à sa façon le partage sans intervention des salariés

Aujourd'hui, les grands groupes comme Michelin par exemple profitent de la crise pour faire digérer par les salariés leur croissance financière externe, leur politique d'acquisitions à l'étranger avec pressions sur les salaires et l'emploi.

Devant cette boulimie, certaines d'entre elles aujourd'hui ont la gueule de bois devant la baisse de leurs profits mais n'est ce pas là la conséquence des ivresses d'hier ?

D'où notre proposition de développer une démocratie d'intervention citoyenne avec des pouvoirs d'intervention des salariés dans la vie publique comme dans les entreprises

Avec la proximité du 1er avril on s'attend toujours à une bonne grosse farce. Et bien nous l'avons eu 1 jour avant avec le décret FILLON : tous ces derniers jours nous avons eu droit à une enfilade de tartufferies, gros yeux et doigts rageurs tendus à propos des scandaleux parachutes dorés, stocks options et bonus

attribués dans des entreprises qui licencient.

Nous avons eu droit au suspens haletant entretenu tout ce dernier week-end autour d'un dispositif gouvernemental qui s'est terminé en soufflé au poisson d'avril tout dégonflé au fond d'un four qui n'a pas été réglé sur les besoins des salariés et des populations, et cerise sur le gâteau, ce gouvernement s'est interdit de gâter le dessert par une fiscalité qui s'attaquerait vraiment au plus fortunés.

Ce gouvernement au travers du décret FILLON a donné quitus au patronat pour lui conserver intacts tous les mécanismes de la prédation sur les richesses. *

Voici un épisode qui se clôt par un décret ridicule dont le but était bien de ne rien changer à la fin de la partie.

OUI Monsieur SARKOZY et les grands financiers européens ou mondiaux eux ont bien l'intention de ne rien changer et acceptent que la machine capitaliste continue ainsi de tourner

pour preuve, au G20, pourquoi parler seulement de réduire les risques pour ces véritables enfants naturels du capitalisme moderne que sont les produits dérivés au lieu de les supprimer !

Pourquoi seulement réguler les paradis fiscaux : au lieu de les déclarer hors la loi !

Au niveau de l'Europe :

- Pourquoi continuer à s'inscrire dans une stratégie entièrement assise sur la compétitivité, qui instaure la guerre économique contre l'emploi industriel européen, la concurrence entre territoire et peuple pour tirer les acquis sociaux vers le bas, si ce n'est que faire le choix de privilégier les intérêts des actionnaires au détriment de la reconnaissance du travail des hommes !

. Pourquoi ne pas sortir les services publics de la concurrence ?

Certes, on nous dit qu'en cas de conflit entre les règles de la concurrence et les missions d'intérêt général ce sont ces dernières qui priment.... alors pourquoi un pays qui ne passe pas pour anti libéral Les Pays Bas s'est vu reprocher de commettre une erreur manifeste de service public du fait que ses logements sociaux comptaient parmi les locataires des ménages qui n'étaient pas assez défavorisés !

. Pourquoi faire revenir Bolkestein relookée au travers du projet du fameux statut de la société privée européenne SPE permettant aux filiales des grands groupes de se soustraire aux législations les plus protectrices pour les travailleurs si ce n'est une fois de plus de faire le choix de la finance contre les hommes. Lors du référendum du TCE, nous avons repoussé BOLKESTEIN, aujourd'hui NOUS DEVONS repousser le PROJET SPE.

Ce ne sont que quelques exemples qui démontrent qu'il est impératif de se mobiliser certes contre la politique de Nicolas SARKOZY, mais aussi de mener la bataille pour CHANGER d'EUROPE, les deux étant intimement liés

OUI le mouvement social appelle aux travers de fortes mobilisations

OUI le mouvement social appelle à changer radicalement de cap

OUI il faut rompre avec ce qui ne marche pas

comme le disait justement Marie Georges Buffet lors du meeting du Zenith,

OUI on peut agir contre la crise bloquer les licenciements, stopper la chute du pouvoir d'achat, à condition d'agir sans tarder pour inverser les choix politiques de la droite

Nous sommes des millions à ressentir et à partager ces urgences mais il faut les faire avancer face à ce pouvoir sourd et arrogant, en poursuivant les mobilisations sociales et en saisissant toutes les occasions de faire prévaloir d'autres choix politiques.

L'élection européenne du 7 juin est une occasion de donner un carton rouge à la politique de Nicolas SARKOZY cette élection du 7 juin est une occasion de donner un carton rouge à toutes les politiques libérales qui fondent les traités européens actuels qui conduisent l'Europe et notre pays dans le mur ; POUR CELA LE PCF a initié un front unitaire : le FRONT SE GAUCHE pour CHANGER d'EUROPE regroupant le PCF, le Parti de Gauche unitaire et de nombreux acteurs du mouvement social.

Voter pour les candidats du front de gauche est une occasion de lui donner une force pour changer de cap en France et en Europe.

En effet, il ne faut pas oublier que bon nombres des lois présentées et discutées à l'assemblée découlent directement de directives européennes

Donc élire des représentants pour changer d'Europe au niveau européen c'est bien la seule garantie pour permettre que la voix des citoyens soit enfin audible dans cette enceinte qu'est l'EUROPE.